

Souveraineté La Solution inc.

Plusieurs faits concrets survenus lors des référendums de 1980 et 1995

Bien des révélations ont été dévoilées au grand jour et étalées sur la place publique.. En 1980, lors du référendum, des infirmières pour le Non disaient à leurs patients âgés: vous êtes mieux de manger votre orange car avec l'indépendance du Québec vous n'en aurez plus.

Vous souvenez-vous des images diffusées dans les médias télévisuels et écrits où on voyait des camions de la Brinks s'en aller sur la route 401 vers Toronto en provenance du Québec? Tout cela pour laisser sous entendre que le Québec perdrait de l'argent en votant pour le Oui, soit l'indépendance du Québec.

Lors du référendum de 1995, le DGE Québec avait reçu des plaintes recevables et justifiables qui le mettaient en eaux troubles. Le premier ministre du Canada (Jean Chrétien) est venu à sa rescousse en disant que le représentant de la confédération a le droit de prendre tous les moyens mis à sa disposition pour protéger sa confédération. Nous avons vu et entendu quelques années plus tard que des gens organisateurs dans le camps du Non sous la bannière fédérale, dont Jean Charest du Québec président du comité du Non, avaient dépensé plus de \$20 millions contre le Oui et non comptabilisés dans les dépenses du Non, ils ont passé par dessus les lois votées à l'unanimité dans l'Assemblée Nationale du Québec, soit la limite de dépenses de \$4.3 millions pour les camps du Oui et du Non et j'en passe.

Mais la goutte qui a fait déborder le vase, c'est quand Stéphane Dion, député fédéral, a déposé le projet de loi sur la clarté référendaire qui était ni plus ni moins le reniement de la signature du Canada, le 9 novembre 1945, au bas de la charte des Nations Unies et le parlement du Canada l'a approuvé par un vote dans sa chambre.

Donc basé sur ces seuls faits, Martine Ouellet est un choix inévitable, mais si elle est élue et qu'elle tient un référendum sur l'indépendance du Québec ou un vote dans l'Assemblée Nationale comme l'ont fait les États de la Nouvelle-Angleterre en 1776 ou encore une déclaration d'indépendance dans son premier mandat comme le président du Kosovo, ancienne province de la Yougoslavie pour laquelle les États-Unis et le Canada se sont empressés de reconnaître légitime selon le droit international et aujourd'hui plus de 100 pays reconnaissent le Kosovo à titre de pays.

Avisons-la par téléphone, courriels, textos, etc. et insistons pour que ces trois propositions fassent partie d'un tout dans sa plate-forme à la course à la chefferie.

Nombre d'impressions sur le net
pour mai: plus de 443820

Pages vues sur le blogue : Nation-Unie.org
(578) au 31 mai 2016

* Visiteurs en provenance du **Québec**: (536)
* **Canada**: (22) * **Pays**: (20) de 10 pays.

Pages vues sur le site: www.souverainetelasolution.com
(729) au 31 mai 2016

* Visiteurs en provenance du **Québec**: (704)
* **Canada**: (25) de 5 provinces * **Pays**: (0).